

Wat de aankoop of het huren van een functiewagen betreft bedoeld bij lid 1, kan er gebruik gemaakt worden van de langdurige huur (leasing) op voorwaarde dat dit contract een gebruik van ten minste 100 000 km dekt.

De langdurige huur met uitoefening van het optierecht op aankoop wordt gelijkgesteld op het ogenblik van de uitoefening van het optierecht op aankoop met een aankoop in volle eigendom.

De langdurige huur zonder uitoefening van het optierecht op aankoop wordt gelijkgesteld met een gewone huur.

Wat het gebruik van een eigen wagen betreft in toepassing van lid 1, wordt artikel 16 van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten als volgt onderverdeeld :

1° de gerechtigden beschikken over een jaarlijks forfaitair quotum van 25 000 kilometers en krijgen de bijstand van een autobestuurder;

2° de belastbare kracht van de wagen die het cijfer van de kilometervergoeding bepaalt is ten hoogste 11 PK.

Voor de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap kan de secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap het jaarlijks forfaitair quotum van de kilometers bedoeld bij vorig lid inkorten, rekening houdend met de specifieke toestand van ieder gerechtigde.

**Art. 5.** De dienstwagens die tot het bestuur behoren, met of zonder autobestuurder, mogen enkel door de personeelsleden worden gebruikt voor verplaatsingen in beroepsverband en onder de voorwaarden bepaald ofwel door de secretaris-generaal op de voordracht van het beperkt College van ambtenaren-generaal, ofwel door de ambtenaar die de leiding heeft van de instelling van openbaar nut ofwel door de Minister of lid van zijn Kabinet dat hij daartoe aanstelt, ieder wat het wagenpark betreft dat van het bestuur afhangt dat onder zijn leiding staat.

**Art. 6.** Op het einde van een termijn van drie jaar te rekenen vanaf de inwerkingtreding van dit besluit, kan de Minister tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren, na advies van de Inspectie van Financiën, andere maximale prijzen vaststellen dan deze bedoeld in de tabel van artikel 2 wanneer een verhoging van de marktprijzen van de wagens zich heeft voorgedaan.

**Art. 7.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 8.** De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 21 juni 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :  
De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,  
J.-CL. VAN CAUWENBERGHE

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 2484

[S - C - 99/27596]

#### **3 JUIN 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les tâches auxiliaires et spécifiques au sein de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, modifié par les lois spéciales des 8 août 1988 et 16 juillet 1993;

Vu le décret du 16 décembre 1988 portant création de l'Office régional de l'Emploi, notamment l'article 20, modifié par le décret du 22 janvier 1998;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 1995 fixant les tâches spécifiques du T-Service Intérim de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi (FORÉm);

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 20 avril 1999;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 21 avril 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 avril 1999;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique;

Vu le protocole n° 300 du Comité de secteur XVI, établi le 25 mai 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 4 juillet 1989 et par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi s'est engagé, conformément au contrat de gestion conclu entre son Comité de gestion et le Gouvernement wallon, dans un processus de modernisation impliquant la redéfinition de son organisation et de ses méthodes de travail et que les chantiers expérimentaux destinés à valider un certain nombre d'hypothèses de travail relatives à cette redéfinition vont incessamment commencer et que, dès lors, tout retard dans l'adoption de cet arrêté aurait pour effet, en le privant des ressources humaines nécessaires, d'empêcher l'Office de mener le processus de modernisation dans lequel il s'est engagé alors qu'il doit évoluer dans un contexte rendu de plus en plus concurrentiel par la présence croissante d'opérateurs privés actifs sur le marché de l'emploi;

Sur la proposition du Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation et du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté a pour objet de fixer, à l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi, la liste des tâches auxiliaires ou spécifiques visées à l'article 2, alinéa 2, 3°, de l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux.

Sur la proposition de l'administrateur général, le Comité de gestion décide de l'ouverture de chaque emploi visé à l'article 2.

L'engagement aux fins d'accomplir l'une des tâches spécifiques figurant dans la liste est réalisé sur base de la réussite d'un examen organisé par l'administrateur général.

**Art. 2.** Constituent des tâches spécifiques à l'Office :

1° les tâches de conception, de mise au point et d'organisation de la stratégie de communication interne et externe de l'Office;

2° les tâches de conception, de mise au point, d'implantation et de suivi de la politique de marketing de l'Office;

3° les tâches d'assistance à la conception, à la mise au point et à la détermination de l'offre de services à rendre aux entreprises;

4° les tâches d'assistance à la conception, à la mise au point et à la détermination de l'offre de services à rendre aux particuliers, demandeurs d'emploi ou travailleurs;

5° les tâches consistant, dans le cadre du processus de changement auquel l'Office est confronté, à faciliter la concertation entre le Comité de gestion, l'administration générale de l'Office et les représentants des travailleurs;

6° les tâches consistant à établir la liaison, la concertation et la collaboration entre la Division de l'Emploi de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne et l'Office en ce qui concerne les programmes de remise au travail des chômeurs complets indemnisés ou des personnes assimilées;

7° les tâches en liaison directe avec l'implantation et l'utilisation des techniques informatiques;

8° les tâches confiées à des experts correspondant à des fonctions de niveau 1 et qui exigent une qualification professionnelle requise pour une durée limitée ou pour une activité nettement définie;

9° les tâches managériales, d'encadrement, commerciales et de production au sein du T-Service Intérim.

Les tâches visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° à 6°, sont exercées chacune par une seule personne.

L'expert visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 8°, est au moins titulaire d'un diplôme donnant accès aux emplois de niveau 1 et doit répondre aux qualifications professionnelles particulières précisées dans une analyse de fonction. Le contrat de travail définit les tâches confiées à l'expert ainsi que la qualification professionnelle requise pour une durée limitée ou une activité nettement définie.

L'expert peut bénéficier de l'échelle de traitements du fonctionnaire qui exerce, comme titulaire d'un grade de promotion, une fonction identique ou analogue, sans toutefois pouvoir dépasser l'échelle de traitements A4 ou A4S selon le cas.

**Art. 3.** Constituent des tâches auxiliaires au sein de l'Office :

1° les tâches d'entretien et de nettoyage;

2° les tâches du service des cantines;

3° les tâches exercées par les chauffeurs;

4° les tâches de conciergerie.

**Art. 4.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 1995 fixant les tâches spécifiques du T-Service Intérim de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi (FOREm) est abrogé.

**Art. 5.** Le Ministre de la Fonction publique et le Ministre de l'Emploi et de la Formation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 3 juin 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 99 — 2484

[S - C - 99/ 27596]

**3. JUNI 1999 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Hilfsarbeiten und spezifischen Aufgaben innerhalb des "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Gemeinschaftliches und Regionales Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung)**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 87, § 3 abgeändert durch die Sondergesetze vom 8. August 1988 und vom 16. Juli 1993;

Aufgrund des Dekrets vom 16. Dezember 1988 zur Errichtung des "Office régional de l'Emploi" (Regionales Amt für Arbeitsbeschaffung), insbesondere des Artikels 20, abgeändert durch das Dekret vom 22. Januar 1998;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 26. September 1994 zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Staatsbediensteten, die auf das Personal der Dienststellen der Gemeinschafts- und Regionalregierungen und der Kollegien der gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der französischen Gemeinschaftskommission sowie der von ihnen abhängenden juristischen Personen öffentlichen Rechts anwendbar sind, insbesondere des Artikels 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. November 1995 zur Festlegung der spezifischen Funktionen innerhalb des T-Service Interim des "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (FOREm);

Aufgrund des am 20. April 1999 abgegebenen Gutachtens des Verwaltungsausschusses des "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi";

Aufgrund des am 21. April 1999 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 29. April 1999 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des Protokolls Nr. 300 des Sektorenausschusses Nr. XVI vom 25. Mai 1999;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 4. Juli 1989 und vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass das "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" gemäß dem zwischen seinem Verwaltungsausschuss und der Wallonischen Regierung abgeschlossenen Verwaltungsvertrag einen Modernisierungsprozess eingeleitet hat, der die Neudefinierung seiner Struktur und seiner Arbeitsmethoden voraussetzt, und dass die Workshops, deren Zielsetzung darin liegt, im Rahmen dieser Neudefinierung die Wirksamkeit einer gewissen Anzahl Arbeitshypothesen zu prüfen, unverzüglich mit ihrer Arbeit beginnen werden, Jegliche Verspätung bei der Verabschiedung dieses Erlasses würde dazu führen, dass dem Amt die notwendigen menschlichen Mittel vorenthalten würden und es somit nicht in der Lage wäre, den eingeleiteten Modernisierungsprozess zu konkretisieren, und dies obwohl sein Umfeld aufgrund der steigenden Präsenz von privaten Anbietern auf dem Arbeitsmarkt durch immer mehr Konkurrenz geprägt wird.

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung und des Ministers der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,

Beschließt:

**Artikel 1** - Der vorliegende Erlass zielt darauf ab, für "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" die Liste der in Artikel 2, Absatz 2, 3° des Königlichen Erlasses vom 26. September 1994 zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze angeführten Hilfsarbeiten oder spezifischen Aufgaben festzulegen.

Auf Vorschlag des Generalverwalters entscheidet der Verwaltungsausschuss darüber, ob die in Artikel 2 angeführten Stellen für offen erklärt werden, oder nicht.

Die Verpflichtung, eine der aufgelisteten spezifischen Aufgaben auszuführen, wird auf der Grundlage einer erfolgreich abgelegten Prüfung, die durch den Generalverwalter organisiert wird, eingegangen.

**Art. 2** - Als spezifische Aufgaben innerhalb des Amtes gelten:

1° die Aufgaben im Bereich der Planung, der Entwicklung und der Organisation der internen und externen Kommunikationsstrategie des Amtes;

2° die Aufgaben im Bereich der Planung, der Entwicklung, der Implementierung und der Überwachung der Marketingpolitik des Amtes;

3° die Aufgaben im Bereich der Planungsunterstützung, der Entwicklung und der Bestimmung des Angebots der Dienstleistungen für Unternehmen;

4° die Aufgaben im Bereich der Planungsunterstützung, der Entwicklung und der Bestimmung des Angebots der Dienstleistungen für Privatpersonen (Arbeitsuchende oder Arbeitnehmer);

5° die Aufgaben, um im Rahmen des anstehenden Veränderungsprozesses die Konzertierung zwischen dem Verwaltungsausschuss, der Generalverwaltung des Amtes und den Vertretern der Arbeitnehmer zu erleichtern;

6° die Aufgaben zur Herstellung einer Verbindung, einer Konzertierung und einer Zusammenarbeit zwischen der Abteilung Beschäftigung der Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region einerseits und dem Amt andererseits, in allen Fragen, die Programme zur Wiederbeschäftigung der entschädigten Vollarbeitslosen und der ihnen gleichgestellten Personen betreffen;

7° die Aufgaben die in direkter Verbindung zu der Implementierung und Nutzung der EDV-Techniken stehen;

8° die Aufgaben, die Sachverständigen anvertraut werden, deren Funktion einer Funktion der Stufe 1 entspricht und die für eine begrenzte Dauer oder eine deutlich begrenzte Aktivität eine Berufsbildung erfordern;

9° die Aufgaben im Bereich des Managements, der Betreuung, der Produktion sowie die handelstechnischen Aufgaben innerhalb des T-Service Interim.

Die in Absatz 1, 1° bis 6° genannten Aufgaben werden jeweils durch eine einzige Person ausgeführt.

Der in Absatz 1, 8° angeführte Sachverständige ist zumindest Inhaber eines Diploms, das Zugang zu den Stellen der Stufe 1 verleiht und erfüllt die Bedingungen bezüglich der Berufsbildung, die in einer Analyse der Funktion angeführt werden. In dem Arbeitsvertrag werden die dem Sachverständigen anvertrauten Aufgaben definiert, sowie die für eine begrenzte Dauer oder eine deutlich begrenzte Aktivität verlangte Berufsbildung.

Dem Sachverständigen kann ein Gehalt gewährt werden, das dem Gehalt in der Gehaltstabelle eines Beamten entspricht, der als Inhaber eines Beförderungsgrads eine identische oder vergleichbare Funktion ausübt, wobei die Gehaltstabelle A4, bzw. A4S jedoch nicht überstiegen werden darf.

**Art. 3** - Als Hilfsarbeiten innerhalb des Amtes gelten:

1° die Instandhaltungs- und Reinigungsarbeiten;

2° der Kantinendienst;

3° die Aufgaben der Fahrer;

4° die Aufgaben der Hausmeister.

**Art. 4** - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. November 1995 zur Festlegung der spezifischen Funktionen innerhalb des T-Service Interim des "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (FOREm) wird aufgehoben.

**Art. 5** - Der Minister des Öffentlichen Dienstes und der Minister der Beschäftigung und der Ausbildung werden in ihren jeweiligen Zuständigkeitsbereichen mit der Durchführung vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 3. Juni 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,

B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 99 — 2484

[S - C - 99/27596]

**3 JUNI 1999. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van bijkomende en specifieke taken binnen de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor beroepsopleiding en tewerkstelling) (FOREm)**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het decreet van 16 december 1988 houdende oprichting van de "Office régional de l'Emploi" (Gewestdienst voor Arbeidsbemiddeling), inzonderheid op artikel 20, gewijzigd bij het decreet van 22 januari 1998;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren, die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 16 november 1995 tot vaststelling van de specifieke taken van de T-Service Interim van de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (FOREM);

Gelet op het advies van het beheerscomité van de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi", gegeven op 20 april 1999;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 21 april 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 29 april 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken;

Gelet op het protocol nr. 300 van het Sectorcomité XVI, opgemaakt op 25 mei 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi", overeenkomstig het beheerscontract gesloten tussen zijn beheerscomité en de Waalse Regering, een moderniseringsproces heeft aangevat, wat tot gevolg heeft dat zijn organisatie en zijn werkmethoden moeten worden herdefinieerd en dat weldra begonnen wordt met experimentele werken voor het valideren van een aantal werkhypotheseën betreffende deze nieuwe definitie en dat elke vertraging in de goedkeuring van dit besluit waardoor de Dienst niet over de nodige menselijke krachten kan beschikken, hem derhalve zou beletten het aangevatte moderniseringsproces voort te zetten terwijl de context waarin hij evolueert steeds meer concurrerend wordt van wege het toenemend aantal privé-operatoren op de arbeidsmarkt;

Op de voordracht van de Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming en van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit beoogt de vaststelling van de lijst van de bijkomende of specifieke taken binnen de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi", zoals bedoeld in artikel 2, tweede lid, 3°, van het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes.

Op voorstel van de administrateur-generaal beslist het beheerscomité over de openstelling van elke betrekking bedoeld in artikel 2.

De persoon die wenst in dienst te worden genomen om één van de op de lijst vermelde specifieke taken te vervullen, moet slagen voor een examen dat door de administrateur-generaal wordt georganiseerd.

**Art. 2.** De volgende taken worden beschouwd als specifieke taken van de "Office" :

1° taken i.v.m. het ontwerp, de bespreking en de organisatie van zijn interne en externe communicatiestrategie;

2° taken i.v.m. het ontwerp, de bespreking, de implementatie en de opvolging van zijn marketingbeleid;

3° bijstandsverlening bij het ontwerpen, bespreken en bepalen van het aanbod van de aan de bedrijven te verlenen diensten;

4° bijstandsverlening bij het ontwerpen, bespreken en bepalen van het aanbod van de aan particulieren, werkzoekenden of werknemers te verlenen diensten;

5° de taken die in het kader van het moderniseringsproces waarmee de "Office" geconfronteerd wordt, het overleg tussen het beheerscomité, het algemeen bestuur van de "Office" en de vertegenwoordigers van de werkgevers moeten vergemakkelijken;

6° de taken die de communicatie, het overleg en de samenwerking tussen de Afdeling Tewerkstelling van het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest en de "Office" mogelijk moeten maken wat betreft de programma's voor de wedertewerkstelling van uitkeringsgerechtigde volledig werklozen of gelijkgestelde personen;

7° de taken in rechtstreeks verband met de implementatie en de aanwending van informaticatechnieken;

8° de aan deskundigen opgedragen taken, die overeenstemmen met functies van niveau 1 en waarvoor een beroepskwalificatie wordt vereist voor een bepaalde duur of voor een nauwkeurig omschreven activiteit;

9° de taken i.v.m. management, begeleiding, handel en productie binnen de T-Service Interim.

Elk van de in het eerste lid, 1° tot 6°, bedoelde taken wordt door één enkele persoon vervuld. De in het eerste lid, 8°, bedoelde deskundige moet houder zijn van een diploma dat toegang geeft tot de betrekkingen van niveau 1, en moet voldoen aan de bijzondere beroepskwalificaties die aan de hand van een functieanalyse omschreven worden. De arbeidsovereenkomst bepaalt de aan de deskundige opgedragen taken en de voor een bepaalde duur of een nauwkeurig omschreven activiteit vereiste beroepskwalificatie.

De deskundige kan in aanmerking komen voor de weddeschaal van de ambtenaar die een gelijkwaardig ambt bekleedt als titularis van een bevorderingsgraad, zonder evenwel de weddechaal van een ambtenaar van rang A4 of A4S te mogen overschrijden, al naar gelang het geval.

**Art. 3.** De volgende taken worden beschouwd als bijkomende taken binnen de "Office" :

1° onderhouds- en reinigingstaken;

2° kantinetaken;

3° chauffeurstaken;

4° conciërgetaken.

**Art. 4.** Het besluit van de Waalse Regering van 16 november 1995 tot vaststelling van de specifieke taken van de T-Service Interim van de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (FOREm) wordt opgeheven.

**Art. 5.** De Minister van Ambtenarenzaken en de Minister van Tewerkstelling en Vorming zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 juni 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE



F. 99 — 2485

[S - C - 99/27595]

**3 JUIN 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 1994 déterminant, pour l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi (FOREm), les tâches spécifiques et l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 1994 portant règlement du personnel contractuel de la formation professionnelle de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi (FOREm)**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, modifié par les lois spéciales des 8 août 1988 et 16 juillet 1993;

Vu le décret du 16 décembre 1988 portant création de l'Office régional de l'Emploi, notamment l'article 20, modifié par le décret du 22 janvier 1998;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 1994 déterminant, pour l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi (FOREm), les tâches spécifiques;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 1994 portant règlement du personnel contractuel de la formation professionnelle de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi (FOREm);

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 20 avril 1999;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 23 avril 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 avril 1999;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique;

Vu le protocole n° 299 du Comité de secteur XVI, établi le 25 mai 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 4 juillet 1989 et par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;